SECTION VIIIa

Licences de courtiers étrangers

" 341j. 1. Toute personne ne résidant pas dans les limites de la province de Québec, qui vient temporairement dans cette province pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel soit au nom de toute société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province, ou de tout courtier ou autre personne étrangers à la dite province, doit préalablement obtenir à cette fin une licence du percepteur du revenu de la province, pour le district dans lequel elle commence ses opérations dans la province.

Cette licence est accordée pour six mois et expire le premier jour du mois de mai ou de novembre [selon le cas] postérieur à son émission.

2. Toute personne résidant dans la province de Québec et y faisant un commerce de courtier, de toute nature et description, et qui n'est membre d'aucune Bourse, doit, aux temps et de la manière qui peuvent être déterminés par le trésorier de la province, s'enregistrer au bureau du percepteur de la taxe sur le commerce d'actions, si c'est dans le district de Montréal, et au bureau du percepteur du revenu de la province qu'il appartient, dans tout autre district de revenu. L'honoraire d'enregistrement sera de trois piastres, dont deux appartenant au fonds du revenu consolidé, et une piastre au percepteur.

3. Le fait de prendre une licence en vertu de cet article ou de s'être enregistré à cette fin ne soustrait le porteur d'icelle ni la personne ainsi enregistrée à aucune des dispositions de la loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

" 341k. 1. Toute personne tombant sous le coup du paragraphe 1 de l'article 341j, faisant le commerce qui y est décrit, sans être porteur d'une licence à cet effet, alors en vigueur, encourt pour chaque contravention, la pénalité décrétée dans l'article 341f; et quiconque traite avec telle personne relativement au commerce décrit dans le dit paragraphe 1 de l'article 341j, est redevable à la Couronne du double du montant exigible sur chaque telle transaction, en vertu des dispositions de la loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, bons, obligations ou actions-obligations.

2. Tout courtier résidant dans la province de Québec et n'étant pas membre d'une Bourse, qui omet de s'enregistrer, tel que requis par le paragraphe 2 de l'article 341j, est passible d'une amende d'au moins vingt piastres et d'au plus cent piastres pour chaque contravention.

" 341l. Les dispositions des articles 341g et 341h s'appliquent à toutes les licences émises en vertu de l'article 341j.

SECTION VIIIe

Agents de courtiers étrangers

" 341m. 1. Tout courtier, société de courtiers ou personne dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors de la province, qui désire y faire affaires par l'entremise d'un agent ou représentant, en faisant le commerce ou en prenant des commandes pour le commerce d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, d'ici, dans la province, avec un courtier, une société de courtiers ou une personne résidant en dehors de la dite province, est tenu d'obtenir pour cet agent, ou ce représentant, dans un bureau ou une place d'affaires fixe, une licence du percepteur du revenu de la province du district dans lequel il se propose de faire affaires, et avant de commencer à faire telles affaires.

2. Le fait de prendre une licence en vertu de cet article ne soustrait le porteur de cette licence à aucune des dispositions de la loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, bons, obligations ou actions-obligations.

" 341n. Toute personne tombant sous le coup du paragraphe 1 de l'article 341m, qui fait le commerce y mentionné, sans être porteur d'une licence à cet effet, alors en vigueur, de même que son agent et représentant dans la province, encourt une pénalité de deux mille piastres pour chaque offense, et quiconque traite avec cette personne relativement aux affaires mentionnées dans le paragraphe 1 de l'article 341m, est redevable à la Couronne du double montant exigible, pour chaque telle transaction, en vertu des dispositions de la loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, bons, obligations ou actions-obligations."

* * *

La taxe sur les voyageurs de commerce ne résidant pas dans la province et représentant des personnes, etc., n'ayant aucune place d'affaires en Canada est modifiée comme suit:

Pour chaque licence semi-annuelle pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce en sollicitant ou en prenant des commandes pour ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises, autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, une société ou une corporation n'ayant aucune place d'affaires en Canada:

Vendant aux marchands de gros	
seulement	\$ 50 00
Vendant aux marchands de détail	100 00
Vendant au consommateur	200 00

Cependant tout voyageur de commerce prenant des commandes pour des machines, matériel, outils et fournitures pour

fabrique, lorsque ces articles ne peuvent être obtenus dans cette province, quoique vendant au consommateur, doit payer cinquante piastres pour sa licence.

* * *

Les nouvelles licences des courtiers et agents étrangers sont taxées comme suit:

" XI. Licences de courtiers étrangers

Sur toute licence semi-annuelle de courtier étranger, cinq cents piastres.

XII. Agents de courtiers étrangers

Sur toute licence d'un agent de courtier étranger, \$2,000."

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES MARCHANDS DETAILLEURS DU CANADA

Section de Montréal

L'assemblée générale annuelle de l'Association des Marchands-Détailleurs du Canada, succursale de Montréal, a eu lieu le 22 mars, au No 88 de la rue St-Denis, sous la présidence de M. J. G. Watson.

Deux cents personnes assistèrent à cette importante réunion.

On remarquait entre autres: MM. J. G. Watson, J. O. Gareau, Frs Martineau, P. Daoust, J. A. Beaudry, Jean Lamoureux, A. Prévost, J. A. Labonté, T. Montpetit, A. Guay, C. R. LaSalle, J. A. Doré, John Durand, Jos. Versailles, L. J. Soucy, F. Moretti, H. Lesage, etc., etc.

Après la lecture et l'adoption des minutes de la dernière séance, M. le président Watson a fait rapport du travail accompli par la succursale de Montréal depuis sa formation. Il a fait l'histoire de l'organisation qui en premier lieu ne comptait que trois sections. Maintenant, la succursale compte 10 sections différentes, avec mille membres environ.

M. Watson dit qu'il est certain que les marchands-détailleurs se rendent compte aujourd'hui de la nécessité de s'organiser pour protéger leurs intérêts, et dans une large mesure, ceux du public.

Le rapport du trésorier est lu et adopté. On constate que la balance en caisse est très satisfaisante.

M. J. A. Beaudry, secrétaire de l'association, lut ensuite son rapport. Il rap-pela que la succursale de Montréal a été fondée le 11 octobre 1905, et que l'année fiscale se termine le 23 janvier 1905. Par conséquent, son rapport ne couvre qu'un espace d'environ 3 mois.

Dès son début, dit-il, l'association a été appelée à surveiller la mise en vigueur de la loi prohibant les "Titres de Commerce." Vingt-deux causes ont été instituées contre un certain nombre de marchands et de compagnies de marchands, ce qui a eu pour effet d'amener un développement satisfaisant pour tous les marchands.